

La France des nouveaux nouveaux pauvres

Le Monde diplomatique mai 2024

Le gouvernement français annonce davantage d'austérité.

Ses propres statistiques établissent pourtant que de plus en plus de ménages ne parviennent pas à couvrir plusieurs dépenses de la vie courante : chauffage, alimentation ou entretien du véhicule.

Classes populaires

En 2020 par le Centre d'observation de la société qui reconnaissait l'existence d'une classe populaire se situant entre 789€ et 1 270€ par mois pour une personne seule. Donc, en dessous du seuil de 789€, on est pauvre mais on n'est pas populaire, entre 789 et 1270€, on est populaire mais pas pauvre et au-dessus commencerait le « moyen » !

D'après l'Insee, la population active est constituée de 19 % d'ouvriers, 26 % d'employés, 24,6 % de professions intermédiaires en dessous des cadres : infirmières, assistantes sociales, instituteurs. Ainsi, près de 70 % de la population active appartiennent aux classes populaires.

En 2021, avec des données de 2019, l'Insee comptait 9,2 millions de pauvres, c'est-à-dire de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire, équivalent à 60 % du revenu médian, qui correspondait en 2019 à 1 102€ par mois pour une personne seule et 2 314€ pour un couple avec deux enfants. Cela représentait 14,6 % de la population. La situation s'est aggravée depuis 2015 alors que la tendance inverse était à l'œuvre depuis les années 1970 jusqu'au milieu des années 2000.

Le tour de force de l'idéologie dominante est d'expliquer que tous ceux qui travaillent sont la classe moyenne. Les travailleurs pauvres n'existent pas, les pauvres sont seulement ceux qui ne travaillent pas. Ils sont pourtant 14,6 % de la population active.

Taux de pauvreté et seuils de pauvreté

Année	Seuil de pauvreté mensuel (en euros)	Taux de pauvreté ¹ (en %)
2015	1 057	14,2
2016	1 067	14,0
2017	1 072	14,1
2018	1 074	14,8
2019	1 102	14,6
2020 ²	nd	14,6

nd : donnée non disponible.

1. Taux de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian.

2. Le taux de pauvreté est estimé par microsimulation pour 2020. Le seuil de pauvreté n'a en revanche pas été estimé pour 2020.

Lecture : en 2019, 14,6 % de la population vit sous le seuil de pauvreté de pauvreté monétaire, soit 1 102 euros par mois.

Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, *enquête Revenus fiscaux et sociaux 2015 à 2019* ; modèle Ines 2020 (ERFS 2019 actualisée).

Répartition des pauvres dans la société

D'après l'Insee, 38,9 % des chômeurs, 32,5 % des autres inactifs (sauf les retraités), 20 % des enfants, 39,2 % des immigrés.

6,8 % des salariés et 17,5 % des indépendants sont pauvres.

40 % des familles monoparentales et 80 % de celles dont le parent est une femme sont pauvres.

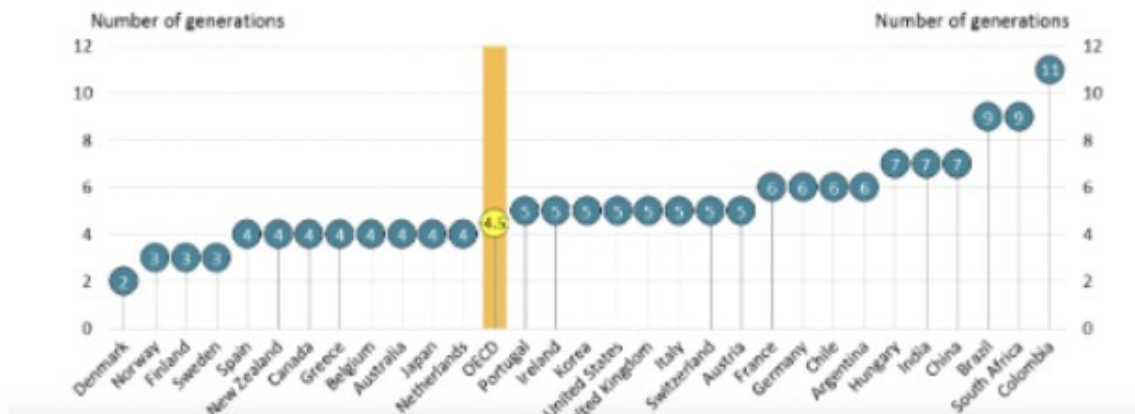
L'Observatoire des inégalités estime que la pauvreté s'est stabilisée dans notre pays, sont pauvres, mais le nombre de pauvres augmente « en gros, au rythme de la population totale ». Le Centre d'observation de la société confirme ce diagnostic.

La mobilité interprofessionnelle ne peut être tenue pour synonyme de mobilité sociale. Ainsi, « en 2019, 28 % des filles d'un employé ou ouvrier qualifié connaissent un déclassement social, contre 12 % des hommes issus de ce même milieu social. C'est également le cas de 41 % des femmes dont le père est profession intermédiaire, contre 30 % des hommes de même origine sociale. »

L'OCDE, dans un rapport de 2018, estime qu'en France, le statut socio-économique se transmette généralement d'une génération à l'autre. Compte tenu de la mobilité des revenus d'une génération à l'autre ainsi que de l'inégalité des revenus en France, il faudrait 6 générations pour que les enfants nés dans une famille au bas de la répartition des revenus atteignent le revenu moyen.

Income mobility accross generations

Number of generations it would take for those born in low income families to approach the mean income in their society



OCDE, « L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale ?, *op. cit.*

Les inégalités sociales comparées en Europe

Depuis 2016, Eurostat, l'équivalent de l'INSEE au niveau européen, s'est dotée d'une nomenclature socio-économique (European Socioeconomic Groups, ESeG) qui identifie 30 catégories socioprofessionnelles dans l'ensemble de grandes enquêtes de la statistique publique.

Nous les avons regroupés de la façon suivante :

- Les classes populaires rassemblent les salariés peu qualifiés (agents d'entretien, ouvriers agricoles, vendeuses, etc.), les ouvriers qualifiés (chauffeurs, ouvriers qualifiés de l'artisanat, de la construction, de l'industrie, etc.) ainsi que les aides-soignantes, les artisans et les agriculteurs (exploitants) ;
- Les classes moyennes regroupent les commerçants, les employés qualifiés (employés de bureau, gardiens de la paix), les professions intermédiaires telles que les infirmières, les informaticiens et techniciens, les enseignants ainsi que les hôteliers et restaurateurs à leur compte ou gérants.
- Les classes supérieures correspondent aux professions libérales et intellectuelles (médecins, ingénieurs, avocats, magistrats, etc.), aux cadres supérieurs et aux chefs d'entreprise.

Tableau 1 : Distribution des classes sociales en Europe (2021)

Pays	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Exploitants agricoles
Ensemble Union européenne	21	35	45	3
Allemagne	20	40	40	1,2
Espagne	17	32	51	3,4
France	25	35	40	2,4
Hongrie	18	31	51	3,3
Italie	12	40	48	4,9
Pays-Bas	30	34	36	2,8
Pologne	22	30	48	3,7
Portugal	22	33	44	3,7
Roumanie	17	20	63	4
Suède	32	33	35	2,5

Source : Labor force survey (LFS)

Champ : Actifs (hors étudiants, retraités et militaires) occupés de 25 à 65 ans dans l'Union européenne hors Malte et Slovaquie. Données pondérées.

Les pays du Nord (Pays-Bas, Suède, etc.) et de l'Ouest (Allemagne, France, etc.) ont des économies financiarisées fondées sur les emplois qualifiés des services (y compris lorsqu'elles disposent encore d'importantes entreprises du secteur industriel à l'image de l'Allemagne) mais aussi fondées sur de larges pans d'emplois de services peu ou pas qualifiés (qui ont dépassé le nombre d'emplois ouvriers dans de nombreux pays). En 2021, près de 4 membres des classes supérieures européennes sur 5 possédaient un diplôme de l'enseignement supérieur contre 12 % des classes populaires.

Les pays de l'Est et du Sud restent globalement attachées à l'Union européenne : elles ont l'espoir de pouvoir bénéficier des ressources des pays les plus riches et, lors de grandes crises économiques (comme en 2008), elles peuvent tenter la migration au sein de cet espace qui leur permet d'accéder à des emplois mieux rémunérés. À l'inverse, ces disparités expliquent en partie l'insécurité sociale ressentie par les classes populaires des pays du Nord et de l'Ouest qui craignent les délocalisations de leurs entreprises et la concurrence d'une main-d'œuvre moins payée et moins protégée. Ce sentiment est d'autant plus marqué que c'est au nom de la « compétitivité européenne » que les gouvernements nationaux libéralisent le droit du travail, précarisent les conditions d'emploi et affaiblissent les systèmes de protection sociale.

Tableau 2 : Les conditions de vie des classes populaires en Europe (2021)

Classes	Pays	Se permettre une semaine de vacances (%)	Déclarer des fins de mois difficiles (%)	Taux de pauvreté (%)	Possibilité de vivre sur ses économies plus de 3 mois (%)	Les dettes constituent un poids financier important (%)	Revenu médian (en euros) SPA*	Niveau d'études supérieures (%)
Classes supérieures (UE)		94	19	4	74	10	28 321	80
Classes moyennes (UE)		85	32	7	63	18	22 788	44
Classes populaires (UE)		69	50	14	46	24	16 674	12
Classes populaires	Allemagne	79	17	12	57	15	23 100	13
	Espagne	63	51	22	49	37	15 231	22
	France	76	40	11	42	19	19 621	17
	Hongrie	55	72	11	26	26	9 953	5
	Italie	59	66	19	Non connu	39	16 800	9
	Pays-Bas	86	16	10	71	12	24 511	20
	Pologne	71	56	15	44	24	13 402	0
	Portugal	54	65	16	44	19	11 678	6
	Roumanie	41	73	17	32	20	9 509	4
	Suède	93	17	11	60	10	21 418	14

Source : Statistics on Income and Living Conditions (SILC) – 2020 et 2021.

Champ : Actifs (hors étudiants, retraités et militaires) occupés de 25 à 65 ans dans l'Union européenne hors Malte et Slovaquie. Données pondérées.

* Standard de pouvoir d'achat

Les classes populaires sont exposées à la dégradation de leurs conditions d'emploi et de travail dans une économie européenne de plus en plus tournée vers des activités et des métiers de service peu qualifiés et mal payés. De l'autre, elles sont mises en difficulté par l'explosion de l'inflation, en particulier sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, qui impacte en premier lieu ceux et celles dont les dépenses « contraintes » (logement, énergie, alimentation, remboursement des crédits) pèsent le plus dans le budget.

Les politiques de réduction des inégalités sociales et entre pays ainsi que l'adoption de normes sociales (salaire minimum, conditions de travail) protectrice des classes laborieuses demeurent le parent de pauvre de l'Europe. Ainsi, fin 2023, alors que le Parlement européen et la commission européenne s'étaient accordés sur une directive relative à l'amélioration des conditions de travail des personnes travaillant pour les plateformes numériques (Uber, Delivroo, etc.), le gouvernement français s'est opposé à ce texte obligeant les employeurs à fournir un contrat de travail et des droits sociaux à des travailleurs indépendants et isolés. Les députés européens n'ont eu d'autres choix que de détricoter la directive de ses principales avancées sociales pour la faire adopter.

C'est dans les pays du Sud et de l'Est que l'on retrouve le plus d'agriculteurs exploitants : 5 % des actifs en Italie, 4 % en Roumanie et 3,7 % en Espagne et en Pologne. En France et aux Pays-Bas, où les mobilisations d'agriculteurs ont été les plus importantes, les agriculteurs et agricultrices sont moins de 3 %... et même seulement 1,2 % en Allemagne.

La mobilisation des agriculteurs est partie des Pays-Bas puis s'est diffusée en Allemagne, en France, en Belgique avant de rebondir en Grèce, en Bulgarie et en Pologne, initiée en janvier 2024 par les agriculteurs européens les plus riches dont les revenus des sont jusqu'à 5 fois supérieurs à ceux des pays les pauvres. Alors que les agriculteurs roumains déclarent 4 565 euros par an, les agriculteurs néerlandais indiquent disposer de 25 164 euros par an. Entre ces deux extrémités, les agriculteurs polonais (14 859 euros), français (17 808 euros), allemands (21 764 euros) figurent parmi les plus riches d'Europe et sont ceux où les situations de pauvreté sont plus rares.

Depuis 2011, le niveau de vie des agriculteurs français a progressé moins vite que celui des agriculteurs des pays de l'Est mais aussi que celui de leurs homologues allemands et hollandais. Ceci explique probablement le sentiment de déclassement qui s'est exprimé au cours de leur mobilisation qui est d'ailleurs partie des départements où les agriculteurs et les agricultrices sont les plus modestes.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a cherché à orienter l'attention des pouvoirs publics sur le poids des normes environnementales au risque de passer au second plan voire d'occulter le principal motif d'inquiétude des petits producteurs que constitue la difficulté de tirer un revenu économique décent de leur travail.

Le travail en crise

Notes prises dans l'émission « Avec Philosophie »

Les gens ne veulent-ils plus travailler ? Jeunes, vieux, selon la race ou l'âge ... c'est une affirmation habituelle des employeurs qu'on entend au moment des modifications des lois sur la sécurité sociale et où on met la culpabilité sur les chômeurs ou retraités.

S'agit-il de refus du travail ou de recherche d'un travail plus supportable, c'est à dire bonne ambiance, bon salaire, travail intéressant ?

L'insertion des jeunes longue et les stages peu payés.

Les conditions de travail se sont dégradées depuis 30 ans. Certaines personnes ne peuvent plus aller exercer certains travaux. 37 % des actifs pensent ne pas tenir dans leur travail jusqu'à la retraite.

Il n'y a plus que 8 % de différence entre les taux d'emploi des hommes et des femmes. Les gens manquent de temps. Il y a une difficulté de conciliation des parts de vie professionnelle et privée : domestique, familiale, amoureuse, amicale.

Il y a beaucoup de situations où l'activité (le fait de faire quelque chose), la production, l'utilité sociale de la production, l'emploi et la rémunération ne coïncident plus.

Dans l'activité, on joue sa peau : la construction du sens et de sa santé, mais les gens ont l'impression que la construction d'eux-mêmes se joue ailleurs que dans le travail.

Les jeunes veulent travailler, mais pas pour saborder la planète : pour la réparer. Ils s'intéressent à la finalité du travail.

Ils en ont marre de travailler et de perdre leur temps à faire des boulots très mal payés avec des gens très emmerdants, ils sont allergiques au boulot mais pas à l'argent comme le dit la chanson « Assedic » des « escrocs » en 1994 « Faites vous des amis ».

Mais qu'est-ce que le travail ?

Dans notre société, il y a beaucoup de gens qui ne font rien ou qui font des choses maltraitantes ou écocides alors que nous avons des quantités d'activités utiles ou vitales qui sont déployées en dehors de l'emploi et qui contribuent à notre existence : tâches de reproduction, domestiques, du consommateur, tâches du travail animal. Au même moment, des pratiques profitables sont vécues comme n'étant pas du travail telle la contribution sur internet tandis qu'il existe du travail dont on ne peut pas vivre tel celui des travailleurs pauvres.

Significations du mot travail

On parle d'activité, processus dans lequel on construit sa santé, d'emploi avec ses sous-entendus : solidarité, rémunération, justice, survie.

Adam Smith admire la puissance productive du travail qui crée de la richesse. C'est lui qui invente la « valeur travail » mise dans un objet qui permet de commander quelque chose. Selon lui, le travail est un facteur de production, mais l'activité travail n'est pas du tout intéressante. Alors que pour Marx, le travail n'est ni souffrance, ni peine, ni sueur. C'est une passion positive dit-il en 1844. « Supposons que nous produisions comme des êtres humains et pas comme des animaux, nos productions seraient comme autant de miroir où nos

âmes rayonneraient l'une vers l'autre. » Dans mon œuvre, je peux vous montrer qui je suis. Le travail est ce qui me rend pleinement humain. Mais il ajoute qu'on n'arrivera à atteindre cet objectif qu'au moment de la suppression du salariat, du lien salarial.

Les classes populaires glissent

Notes prises sur l'émission « sous les radars » de France Culture. Nicolas Dujoux, invité au sujet de son livre « l'avenir confisqué ».

Qui sont les classes intermédiaires

Les Français vivent au paradis, mais se croient en enfer : D'après le CEDIPOP les Français affichent une certaine lassitude, une morosité, une peur. Dans tous les sondages européens, les Français sont toujours plus pessimistes. La volonté d'égalité entre les personnes issue de la Révolution explique en partie ces différences. Pourtant il faut écouter ces sentiments de déclassement, d'appauvrissement qui travaillent la population car ils renvoient à des difficultés réelles telles que la difficulté de faire face aux dépenses d'alimentation par un certain nombre de ménages même avant la période d'inflation que nous vivons. Mais, chez nos voisins, on assiste également à une dégradation à grande vitesse.

Du fait de l'augmentation du SMIC due à l'inflation, il y a de plus en plus de personnes en-dessous du SMIC.

Fragilisation économique et sociale des personnes peu qualifiées dont les ressources diminuent et qui observent la précarité de l'emploi.

Depuis une 30aine d'années, notre système de protection sociale a créé des prestations qui ont des seuils d'éligibilité qui retire le droit des personnes à quelques euros près. Des frontières morales ont ainsi été créées autour de ceux qui travaillent dur et des autres qui se satisfont de l'assistanat.

Face à ce constat, les gouvernements ont tenté de rassurer la partie de la population fragilisée économiquement, socialement, dans leur rapport au monde : vous souffrez, mais vous êtes du bon côté de la barrière, du côté de ceux qui travaillent. De l'autre côté, une partie de la population serait installée dans la passivité, l'oisiveté, l'assistanat jouirait du RSA et des prestations de sociales. Sarkozy parlant de la France qui se lève tôt a fait la réforme des minima sociaux, Macron de ceux qui ont tous les devoirs quand d'autres ont tous les droits. Il s'agit pour les gouvernements de rassembler autour d'eux ces gens qui se distinguent de ceux qui sont en plus grande difficulté.

Certains ouvriers dont les parents étaient cadres se sentent déclassés parce qu'ils ne peuvent pas accéder à des fondamentaux tel la propriété de la résidence principale qui marque le classement dans les classes moyennes. On se sent pauvre quand on ne peut pas acheter dans les magasins ce dont on a besoin, qu'on ne peut pas atteindre une forme de stabilité, de prévention des risques de l'existence. Pourtant, dans le contrat social, on pensait qu'en respectant les règles du jeu, en faisant davantage d'études que ses parents, on aurait bénéficié de la trajectoire ascendante.

La réalité des situations matérielles, la contrainte sociale, les inégalités créent un sentiment de déclassement, de pauvreté, de discrimination. Les indépendants sont dans une extrêmement grande fragilité structurelle du fait de l'incertitude. Ils sont soumis aux fluctuations du marché, de la demande, des clients. À la veille de la retraite, certaines personnes ont des perspectives économiques très limitées alors même qu'elles ont des incertitudes face au soutien qu'elles pourront

recevoir des institutions du fait, notamment de leur de-humanisation, de leur dématérialisation. Les délais de réponse des services publics sont très longs, les incertitudes qui portent sur le revenu sont insupportables et font paraître qu'on est nié, puni, abandonné, laissé pour compte, relégué, alors même qu'on continue de cotiser. On a l'impression que tout le monde s'en fout, on ressent une sorte de glissade. Certaines personnes expérimentent une vie sociale difficile alors que des classes plus aisées ont une certaine sérénité et un bien être.

Les classes moyennes et populaires votent à droite

Les classes moyennes, base sociale de notre régime républicain sont en danger de paupérisation, mettant en péril notre démocratie.

Le concept de classes moyennes évoqué par Léon Gambetta en 1872 sous la 3^{ème} République se situe entre la grande bourgeoisie et les classes populaires. Elle est, selon lui, constituée des artisans, commerçants, fonctionnaires, agriculteurs qui font la base sociologique de la 3^{ème} République et se trouve au centre politique dans la défense des petits contre les gros notamment pendant la crise économiques des années 1930.

C'est pendant les 30 glorieuses qu'elles incarnent les transformations et la modernisation de la société française. Le registre des petits menacés par les gros devient moins victimaire selon le président du comité national des classes moyennes. Parmi les classes moyennes, les artisans sont irremplaçables, leur rôle est la défense de l'Homme pour qu'il ne soit pas un prétexte ou une chose, mais le fondement même de la société.

Craignant la démobilisation politique de cette catégorie intermédiaire. Pour Giscard d'Estaing en 1981, le centre qui représenterait 2 français sur 3, constitue l'infanterie économique de la France. Ce sont les personnes installées à leur compte, les employés, cadres moyens, ouvriers professionnels qui travaillent beaucoup mais sont exclus des avantages sociaux de l'industrie française. Il estime donc qu'il faut ré-examiner les plafonds et règles d'exclusion.

Gabriel Attal, 1^{er} ministre, veut faire entrer plus de personnes dans le groupe de gens ni pauvres, ni très riche qui constituent les classes moyennes : professions intermédiaires, petit encadrement, employés, ouvriers, catégories populaires qualifiées et très stables à qui il voudrait offrir une sorte de ré-assurance par l'évolution vers la possession d'un pavillon, l'éducation des enfants, les loisirs, qui leur donnerait l'impression de faire partie des classes moyennes.

Depuis 1970 la dynamique de moyennisation s'est arrêtée avec une augmentation des inégalités, la perception de l'augmentation des richesses de certains à côté du rattrapage d'autres par la pauvreté qui provoque l'écartement entre des privilégiés et des gens qui luttent pour leur survie quotidienne.

La fragilisation, la paupérisation, la précarisation nourrissent le vote populiste et l'insécurité, la perte de contrôle sur son destin. Trump et le Brexit ont été réalisés avec le slogan « take back control ». Chez les catégories qui sont encore favorisées, les classes moyennes, la mise à distance de ce déclassement potentiel explique cette volonté de se tourner vers des solutions non démocratiques.

Aujourd'hui 68 % des sondés considèrent que la démocratie marche mal, en progression de 80 %, tandis que 43 % estiment que moins de démocratie apporterait plus d'efficacité et 23 % seraient prêts à confier le pouvoir à des militaires.

Rémunération, normes écrasent le secteur de l'agriculture, dignité, espérance d'une vie correcte ont provoqué le mouvement des gilets jaunes, les émeutes dans les quartiers populaires. Il y a un terreau de l'expérience des discriminations quotidiennes, de la relégation, de l'abandon d'une large tranche de la population par les services publics dans les zones rurales par exemple. Il y a différentes catégories de la population qui vivent des situations très dures qui ont en commun l'expérience de la dureté sociale.

Le contrat social ne peut pas s'arrêter aux classes moyennes, il doit intégrer l'ensemble des catégories de la population et ne réussira à être renoué qu'avec la construction d'un horizon positif qui permette aux personnes, aux groupes de retrouver une maîtrise sur leur destin grâce à une protection sociale et des institutions démocratiques qui devraient être mobilisées pour cela.